



**COMMUNE DE
AUDRUICQ**

**DECISION DE NON-OPPOSITION
A UNE DECLARATION PREALABLE
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DOSSIER N° DP 062057 25 00050

Dossier déposé le 18/08/2025 et complété le 13/11/2025

Demandeur :	SNC Lidl représentée par MATHEY Cédric	Surface de plancher existante :	1944 m ²
Demeurant à :	620 voie Paul Hochart ZA des Escardalles 62129 SAINT-AUGUSTIN	Surface de plancher créée par changement de destination :	265 m ²
Pour :	Mise en place de 5 jardinières (plantes grimpantes en façades (3 en façade avant et 2 en façade arrière) ; Agrandissement de la surface de vente par changement de destination de local (transformation de la réserve 2)	Surface de plancher supprimée par changement de destination :	265 m ²
Sur un terrain sis :	738 Avenue des Alliés 62370 AUDRUICQ	Destination :	commerce et activités de service, autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire
Référence(s) cadastrale(s)	D1200, D1201, D1202, D1203, D1232, D1237, AT208, AT209, AT210	Nombre de logements créés :	
Superficie du terrain	13 825,00 m ²	Nombre de logements démolis	

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 25/09/2018 et modifié le 18/09/2025,

Vu l'affichage de l'avis de dépôt en mairie en date du

DÉCIDE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la demande susvisée.

Fait à AUDRUICQ, le 01/12/2025

Le Maire
Nom, Prénom

PLANQUE

Pour le Maire

L'Adjoint au Maire délégué

Date d'affichage en mairie ou sur son site internet :

Date de transmission au contrôle de légalité :



Caroline FONTAINE-TYLKOWSKI

OBSERVATIONS PARTICULIERES

- La présente déclaration préalable ne vaut pas autorisation au titre de la législation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées et de la protection contre les risques d'incendie et de panique concernant les établissements recevant du public (ERP). Le pétitionnaire devra déposer (en mairie du lieu de la construction) une demande d'autorisation de travaux relevant des législations précitées (Code de la Construction et de l'Habitation). Il est fortement recommandé d'attendre cette autorisation avant de commencer les travaux.
- La présente déclaration préalable ne vaut pas autorisation d'exploitation commerciale (AEC). Le pétitionnaire devra saisir directement la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC). L'AEC doit être obtenue avant réalisation du projet.
- La suppression des places de stationnement, la réalisation de plantations et l'installation de 2 bornes de recharge électrique ne sont pas soumises à autorisation au titre du Code de l'urbanisme. Toutefois, les travaux dispensés de toute formalité au titre du droit de l'urbanisme doivent, néanmoins, être conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols et notamment aux dispositions du PLUi en vigueur sur la commune et du respect éventuel d'autres réglementations liées à la nature du projet.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le délai de DEUX MOIS à partir de la notification de la présente décision, notamment au moyen de l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme dans un délai d'UN mois. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Le délai de recours contentieux n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Article L461-1

Le préfet et l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3 ou leurs délégués, ainsi que les fonctionnaires et les agents mentionnés à l'article L. 480-1 peuvent visiter les lieux accueillant ou susceptibles d'accueillir des constructions, aménagements, installations et travaux soumis aux dispositions du présent code afin de vérifier que ces dispositions sont respectées et se faire communiquer tous documents se rapportant à la réalisation de ces opérations.

Le droit de visite et de communication prévu au premier alinéa du présent article s'exerce jusqu'à six ans après l'achèvement des travaux.

Article L480-12

Le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les autorités, fonctionnaires et agents habilités à exercer les missions de contrôle administratif prévues au chapitre Ier du titre VI du présent livre ou de recherche et de constatation des infractions prévues par le présent code est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende.